

I- La consommation

Les agents économiques possèdent un revenu disponible qu'ils vont soit utiliser pour satisfaire leurs besoins, et alors ils vont consommer, soit épargner.

1. Définition de la consommation.

La consommation, au sens économique du terme, c'est l'action d'utiliser ou de détruire, immédiatement ou progressivement, des biens et des services (un yaourt, un ordinateur), dans le but de satisfaire un besoin.

La consommation est donc motivée par les besoins qu'un individu cherche à satisfaire, à l'aide d'un bien ou d'un service prévu à cet effet.

Dans le passé, dans une société qui était essentiellement rurale, une large partie des produits alimentaires, des vêtements, était réalisée par les ménages pour leur usage personnel.

L'autoconsommation était la forme principale de consommation.

L'industrialisation, l'urbanisation, l'augmentation des salaires réels, la diversification des besoins a fait entrer la société dans une ère de consommation de masse, multipliant les produits.

2. Les formes de la consommation.

La consommation n'étant pas une fonction homogène, elle peut donner lieu à différents classements fondés sur l'une ou l'autre de ses caractéristiques.

On distingue généralement :

➤ la **consommation individuelle** et la **consommation collective** :

- dans la **consommation individuelle**, le bien ou le service consommé ne l'est que par un seul individu, excluant tout autre individu du même usage en même temps (une paire de lunettes).
- dans la **consommation collective**, plusieurs individus peuvent consommer en même temps le même bien ou le même service (utilisation d'une autoroute, par exemple), sans possibilité d'exclusivité et tout en satisfaisant le même besoin.

Les consommations collectives sont en général des services non marchands produits par des administrations publiques (certains services collectifs pouvant toutefois être produits par le secteur privé, comme les cliniques par exemple).

➤ la **consommation finale** et la **consommation intermédiaire** :

- la **consommation finale**, qui est uniquement le fait des ménages (on parle de consommation finale des ménages), est composée des biens et des

services destinés à la **satisfaction directe des besoins**, ainsi que de **l'autoconsommation**, c'est-à-dire de la consommation que les individus font de leur propre production (produits des jardins, utilisation des logements dont ils sont propriétaires...).

- la **consommation intermédiaire**, qui est le fait des entreprises (on parle de consommation intermédiaire des entreprises), concerne les matières premières ou les produits semi-finis qui sont détruits, transformés ou incorporés, au cours du processus de production, pour réaliser le produit final (l'énergie et la farine utilisées pour fabriquer une baguette de pain).

➤ la **consommation marchande** et la **consommation non marchande** :

- la **consommation marchande** qui concerne tous les biens, qui sont par nature marchands dans la mesure où ils sont échangés sur un marché à un prix couvrant au moins leur coût de production.
- la **consommation non marchande** qui concerne essentiellement les services obtenus gratuitement ou pour un prix inférieur à leur coût de revient (ticket de métro, par exemple).

➤ La **consommation privée** et la **consommation publique** :

- la **consommation privée** est la consommation faite par un ménage, une entreprise ou toute association privée.
- la **consommation publique** est celle faite par les administrations publiques.

➤ la consommation selon la **nature des biens** :

- les **biens matériels** et **non matériels** : les biens matériels regroupent l'ensemble des biens physiques, palpables, stockables et consommés après avoir été produits, tandis que les biens immatériels (ou services) ne sont pas stockables et sont consommés dans le même temps où ils sont produits (une coupe de cheveux, une séance de cinéma).
- les **biens durables**, **semi-durables** et **non-durables** : les biens durables sont les biens utilisés plusieurs fois et durant une période assez longue (Electroménager, hi-fi, voiture...), les biens semi-durables sont les biens utilisés plusieurs fois mais dont la durée de vie est assez courte (vêtements, chaussures...) et les biens non durables sont des biens qui sont détruits à la première utilisation (nourriture..).

➤ la consommation selon la **nature des besoins** à satisfaire :

- Habillement
- Logement, chauffage
- Equipement du logement
- Santé
- Transport,
- Communication
- Loisir, culture
- Autres biens et services

3. Structure et évolution de la consommation

a- Le coefficient budgétaire

C'est la part de chaque poste de dépense dans la consommation totale pour un ménage donné ou un groupe de ménages ; le calcul de ce coefficient sert à apprécier l'évolution de la structure de la consommation des ménages.

Coefficient budgétaire = valeur du poste de consommation / total

b- Les lois d'évolution de la consommation

1) La loi d'ENGEL : (Statisticien autrichien du 19e siècle)

Dès 1857, un statisticien allemand *E. Engels*, observait que la part de l'alimentation dans la consommation totale diminuait lorsque le revenu augmentait. Plus précisément, trois relations appelées *Lois d'Engels*, ont pu être tirées :

- Première Loi : La part du revenu affectée aux dépenses d'alimentation est d'autant plus grande que le revenu est faible, et diminue avec l'accroissement du revenu (biens inférieurs).
- Deuxième Loi : La part affectée aux dépenses de vêtements, logement, chauffage et éclairage est sensiblement identique, quelle que soit l'importance du revenu (biens normaux).
- Troisième Loi : La part affectée aux besoins d'éducation, santé, voyage... augmente plus vite que le revenu (biens supérieurs).

2) La loi de KEYNES : (Economiste anglais)

L'élévation du revenu global entraîne une baisse de la propension moyenne à consommer et une hausse de la propension moyenne à épargner. Cette loi est statistiquement vérifiée.

3) Le sociologue WEBLEN :

Il s'est intéressé à l'élasticité – prix. En principe, la consommation varie sous l'effet des prix. Or, il arrive que certaines consommations soient peu sensibles à la variation des prix (c'est à dire inélastiques), à la hausse comme à la baisse.

Si la consommation ne varie pas, on dit qu'elle est inélastique ou peu élastique : c'est le cas des produits de première nécessité.

Des fois, une baisse de prix peut entraîner celle de la consommation : on croît à la baisse de la qualité : cas des produits de luxe où entrent en ligne de compte le snobisme, l'effet de démonstration et d'imitation.

4) Le paradoxe de GIFFEN :

En principe, la hausse des prix entraîne une baisse de la consommation. Toutefois, une hausse des prix d'un bien peut entraîner la hausse de consommation d'un autre bien de substitution (consommer plus de pain et moins de viande).

4. Les déterminants de la consommation.

Plusieurs facteurs influencent la consommation, que l'on peut classer en deux grandes catégories : les facteurs économiques et les facteurs sociologiques.

➤ les **facteurs économiques** :

a) revenu disponible : Généralement, plus le revenu disponible est élevé, plus la consommation est importante.

b) taux d'intérêt : Lorsque les taux d'intérêts sont faibles, les ménages peuvent emprunter à moindre coût et avoir une consommation supérieure à leur revenu disponible. Par contre, lorsque les taux d'intérêts sont élevés, les ménages ont tendance à réduire leur endettement et à moins consommer.

c) taux d'inflation : L'inflation est la hausse générale des prix. Lorsque l'inflation est élevée, le pouvoir d'achat des ménages baisse, entraînant la baisse de la consommation. Toutefois, les ménages peuvent aussi anticiper une augmentation de l'inflation et anticiper certaines dépenses en prévision d'une baisse prochaine du pouvoir d'achat.

d) l'effet de substitution : Certains biens sont dits substituables car permettant de satisfaire le même besoin. Dans ce cas, les consommateurs remplacent les biens dont le prix augmente par ceux dont le prix

➤ les **facteurs sociologiques** :

De nombreux facteurs sociologiques vont être déterminants dans le processus de consommation. On peut relever notamment la classe sociale, l'âge, le mode de vie, l'effet d'imitation, la catégorie socioprofessionnelle, le besoin de reconnaissance, la publicité, le sexe, la composition de la famille, etc.

II- L'épargne

1. Définition de l'épargne.

L'épargne est l'excédent du revenu disponible sur la consommation. C'est la partie du revenu non consommée immédiatement.

L'épargne permet de financer les investissements, elle joue donc un rôle économique important.

2. Les motifs de l'épargne.

Les ménages épargnent pour trois raisons principales :

- a) **Disposer de liquidités** : afin de permettre une dépense de consommation plus importante dans un futur proche.
- b) **Disposer d'une réserve** : cette réserve constitue une marge de sécurité afin de faire face aux aléas de la vie (accident, maladie...).
- c) **Constituer un patrimoine** : ce patrimoine peut prendre des formes de placements différents et sert soit à procurer un complément de revenu, soit à être transmis sous la forme d'un héritage aux descendants de l'épargnant.

3. Formes de l'épargne.

1) Epargne des ménages :

Elle désigne la différence entre le revenu disponible et la consommation des ménages. L'épargne des ménages correspond :

- à l'épargne des entreprises individuelles mesurée par leur investissement (l'épargne non financière) ;
- aux achats de logement, de biens immobiliers (épargne non financière) aux remboursements de prêts immobiliers (épargne contractuelle);
- à l'épargne financière qui désigne les liquidités (monnaie , compte d'épargne), les placements (achats d'action, achats d'obligation ...).

L'épargne financière peut être **investie**, **placée** ou **thésaurisée**.

2) L'épargne des entreprises :

L'épargne brute des entreprises correspond à leur autofinancement, c'est à dire la part de leur bénéfice net (après impôt) qui n'est pas distribuée aux actionnaires (sous forme de dividende) à laquelle s'ajoute l'amortissement (sommes mises de côté pour reconstituer le capital technique et provisions eu autres charges non décaissées).

Epargne brute des entreprises = autofinancement = amortissement + bénéfices non distribués

3) L'épargne de l'Etat :

C'est l'excédent des recettes publiques ordinaires (essentiellement fiscales) sur les dépenses ordinaires (exemple : traitement des fonctionnaires, achat de fournitures, dépenses de la dette)

L'épargne publique peut être positive ou négative (capacité de financement ou besoin de financement).

4. Mobiles de l'épargne.

a- Epargne volontaire / épargne forcée

L'épargne volontaire est une épargne constituée volontairement par un agent économique. C'est le résultat de sa propre décision.

L'épargne forcée est réalisée par un agent économique suite à la décision d'un autre agent économique. **Exemple** : prélèvements obligatoires effectués par l'Etat, impôts directs (IGR, I.S) , impôts indirects (T.V.A), cotisations sociales...

b - Epargne de précaution ou de sécurité

Cette épargne effectuée pour faire face aux risques éventuels (maladie, perte d'emploi ...).

Les cotisations sociales prélevées par les organismes de sécurité sociale peuvent être considérées comme une épargne de précaution, bien que forcée.

c - Epargne spéculative

C'est une épargne effectuée dans le but de réaliser des plus – values (achat d'actions, de bijoux, de logement dans l'espoir de voir leurs prix augmenter).

5. Déterminants de l'épargne.

L'épargne des ménages dépend de :

- **La variation du revenu**
- **l'inflation** : en période d'inflation les ménages augmentent leur épargne pour conserver la valeur réelle de leurs encaisses destinées aux transactions ultérieures et qui se déprécient à cause de l'inflation.
- **L'investissement** : quand un ménage achète ou construit un logement, il diminue sa consommation, il augmente donc son épargne.
- **Le crédit à la consommation** : quand le crédit à la consommation est bon marché, la consommation augmente au détriment de l'épargne.
- **Le taux d'intérêt** : en général influence l'épargne des ménages, un taux bas décourage l'épargne et inversement, il l'encourage.

III- L'investissement

1. Définition de l'investissement.

C'est une opération économique fondamentale car elle est déterminante pour l'accumulation du capital nécessaire à la croissance économique. Elle constitue un des principaux moteurs économiques et elle permet l'amélioration des techniques de production et le développement du progrès technique. Elle est une puissante source d'emplois et de revenus. L'investissement est au cœur des débats économiques et des débats politiques notamment.

2. Les types d'investissement.

a - Investissement matériel - Investissement matériel :

- **Investissement matériel** : C'est l'ensemble des dépenses engagées par un agent économique pour acheter un capital fixe destiné à créer, à remplacer ou à développer un appareil de production.

Il peut être un investissement de création fait au moment de la création de l'entreprise, un investissement de remplacement, ou de développement.

Exemples : l'achat de machine, construction, matériel, outillage, mobilier et bétail... sont des investissements matériels (investissements physiques).

-**Investissement immatériel** : Achat de biens immatériels destinés à augmenter le potentiel de production : investissements intellectuels et incorporels ; On distingue :

- **L'investissement commercial** : vise l'augmentation des ventes d'une entreprise (publicité, création d'un nouveau réseau commercial, ...)
- **L'investissement intellectuel** : vise l'augmentation de la productivité du travail (formation, recherche) ;
- **L'investissement financier** : ou investissement de portefeuille ; Exemple: Achat d'actions, d'obligations, prêt à plus d'un an. Cet investissement permet d'obtenir un revenu dans le futur (dividende, intérêt).

b - Investissement de remplacement - investissement de capacité et investissement de productivité :

-**Investissement de remplacement** : (ou de renouvellement) Acquisition de biens de production pour remplacer les biens d'équipement usés physiquement ou par le progrès technique (matériel obsolète). Il maintient la capacité de production existante de l'entreprise.

-**L'investissement de capacité** : (ou investissement net) L'investissement net (nouvelle création), de croissance ou d'enrichissement sert à augmenter la capacité de production. Ce sont de nouveaux biens d'équipement qui s'ajoutent aux anciens.

Il entraîne la création d'emplois (nouvelle partie du personnel qui fera fonctionner les nouvelles machines).

-L'investissement de productivité : (ou de rationalisation) Il vise la diminution des coûts de production en produisant le même volume de biens et de services. Il se traduit souvent par une substitution du capital au travail.

c – Investissement brut – investissement net :

-L'investissement net : L'investissement net (nouvelle création), de croissance ou d'enrichissement sert à augmenter la capacité de production. Ce sont de nouveaux biens d'équipement qui s'ajoutent aux anciens.

-Investissement brut : Il est égal à l'investissement net plus Investissement de remplacement.

C'est la somme de l'investissement de remplacement et de l'investissement net. En comptabilité nationale, on parle de formation brute de capital fixe (F. B. C. F).

d – Investissement privé – investissement public :

-Investissement privé : Il est effectué par tous les agents économiques autres que l'Etat. Il peut être réalisé soit par un résident (entreprise ou autres) ou par un étranger.

-Investissement public : Il est effectué par l'Etat (administration), les collectivités locales et les entreprises publiques.

L'Etat peut intervenir dans les secteurs à caractère social, dans les secteurs qui présentent un intérêt général ; il développe aussi l'infrastructure....

e – Investissement directement productif – investissement indirectement productif

-investissement directement productif : Il s'agit d'investissement matériel réalisé par des entreprise (de renouvellement, de capacité et de productivité) ;

-Investissement indirectement productif : C'est l'investissement des ménages, celui des administrations publiques ou l'investissement immatériel des entreprises. La théorie de développement parle de l'investissement indirectement productif en désignant les grands projets publics d'infrastructure comme condition permissive de l'investissement privé.

f – Investissement intérieur (ou national) – investissement étranger

-Investissement national ou intérieur : C'est celui réalisé par des agents économiques résidents : entreprises, ménages, Administrations, ...

-Investissement étranger : C'est celui réalisé par des agents économiques étrangers : entreprises multinationales, entreprises et agents normaux. Il se réalise soit par la

participation dans des entreprises existantes ou la création de nouvelles unités de production,... en respectant les conditions imposées par les autorités administratives nationales.

3. Les déterminants de l'investissement.

Il s'agit de la décision d'investir en fonction de multiples paramètres.

- **La demande :** Il s'agit de la mise en œuvre des projets d'investissements que si les débouchés paraissent suffisants. Il faut également que leurs capacités productives soient suffisantes. On utilise pour ce faire le taux d'utilisation des capacités de production.
- **Les profits :** Les entreprises ne se risquent à investir que si elle escompte des profits futurs intéressants.
- **La situation financière de l'entreprise :** L'investisseur doit tenir compte de sa capacité à financer des projets. Le recours à l'emprunt se fait à la condition que le niveau et la structure de son endettement présent le permettent. Il faut que le coût de l'emprunt (taux d'intérêt) soit inférieur à son taux de profit.